Entretien – Social

Mobilisation du 17 octobre : « La droite et l'extrême droite sont en panique »



Plus de 1450 mobilisations sont prévues en France le 17 octobre, nourries par le mouvement des lycéens et des Gilets jaunes. « On assiste à une superposition des crises et des contestations », analyse le sociologue Manuel Cervera-Marzal.

« Marre de payer le plein, les courses et le loyer toujours plus cher, pendant que TotalEnergies empoche [des] milliards. » Sur le site 17octobregiletjaune, porté entre autres par les groupes militants Bloquons tout et Peuple révolté, le message est clair : la journée d'action du samedi 17 octobre doit permettre d'incarner les colères sociales qui montent depuis plusieurs semaines.

Lancé en septembre sur les réseaux sociaux, hors de toute structure syndicale ou partisane, cet appel évoque par certains aspects le mouvement Bloquons tout du 10 septembre 2025, mais également celui des Gilets jaunes. Manifestations (autorisées ou non), blocages, rassemblements sur des ronds-points… Sur la carte des mobilisations, plus de 1 450 actions sont recensées à travers la France.

« Cela montre bien que ça craque d'un peu partout », analyse Manuel Cervera-Marzal, sociologue et auteur de plusieurs essais, dont *Résister — Petite histoire des luttes contemporaines* (éd. 10X18, 2022) et *Le Populisme de gauche : sociologie de La France insoumise* (éd. La Découverte, 2021). À six mois de la présidentielle, cette contestation tous azimuts représente selon lui du *« pain bénit »* pour la gauche, notamment pour le parti mélenchoniste.

Reporterre — Vie chère, prix des carburants… mais aussi austérité, violences policières, démocratie. Comment comprendre les revendications liées à l'appel du 17 octobre ?

Manuel Cervera-Marzal — Il y a des revendications multiples, avec un côté liste à la Prévert. Ce n'est pas étonnant : c'est un trait récurrent des mobilisations qui naissent en dehors des cadres partisans et syndicaux. Ces derniers, qui sont des professionnels du militantisme, ont l'habitude de hiérarchiser les demandes, de créer des mots d'ordre.

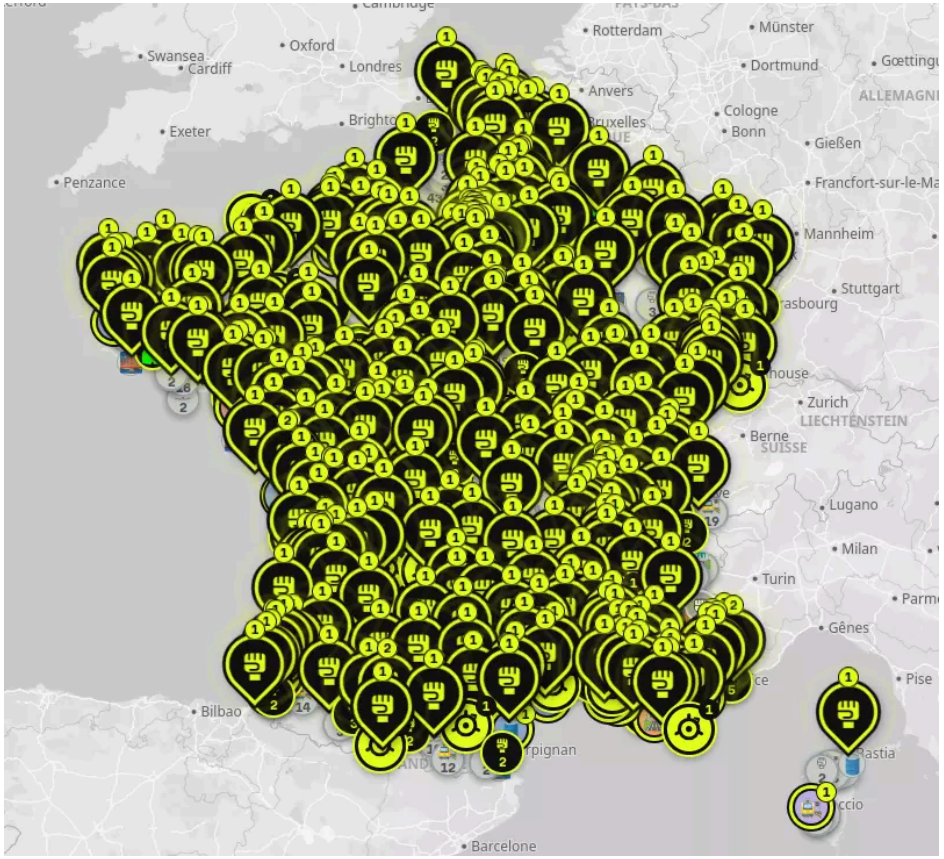
> « Derrière, il y a un ennemi commun, Emmanuel Macron et son gouvernement, et, plus globalement, le capitalisme »

Surtout, cela montre bien que ça craque d'un peu partout. On arrive au terme d'une décennie de macronisme, qui a abîmé le pays et fracturé la société. Tous les indicateurs sont au rouge : le nombre de personnes sans-abri et sous le seuil de pauvreté a explosé. Les inégalités se sont aggravées. Les tentatives de suicide et les cas de dépression chez les jeunes se sont multipliés. Derrière toutes ces revendications apparemment disparates, il y a un ennemi commun, Emmanuel Macron et son gouvernement, et, plus globalement, le capitalisme.

Certains parlent d'un « retour des Gilets jaunes », qu'en pensez-vous ?

Tout dépend de quoi on parle. Est-ce un retour des personnes mobilisées en 2018 ? Des revendications ? Des modes d'action ? Du symbole du gilet fluo ?

Concernant les personnes, la sociologue étasunienne Verta Taylor a théorisé le concept de structure dormante, qui me semble tout à fait pertinent pour la situation. C'est l'idée qu'un mouvement social naît rarement de nulle part, et qu'il bénéficie souvent de structures informelles héritées de mouvements passés. On voit ce phénomène en Espagne, où la contestation contre les prix du logement est en partie liée à des figures et des réseaux des Indignés de 2011. Aussi, même si les Gilets jaunes ont disparu pendant sept ans, ils étaient en veille : des réseaux de sociabilité, des groupes plus ou moins formels se sont maintenus. Il y a une continuité.



La carte des mobilisations du 17 octobre 2026 à travers la France. *Capture d'écran/17octobregiletjaune*

Sur les modes d'action, il y a clairement eu un avant et un après 2018. Les Gilets jaunes ont montré que des mobilisations moins *« sages »*, avec des manifestations non autorisées et des blocages, étaient payantes. Cette dernière décennie, les deux seuls mouvements qui ont gagné, ce sont les Gilets jaunes et la zad de Notre-Dame-des-Landes, qui ont refusé les modes d'action traditionnels et ont monté un rapport de force à même de faire peur au pouvoir en place.

Lire aussi : « Cette génération est marquée au fer rouge par la violence d'État »

Cette leçon a été retenue par une partie du champ militant : on parle même de *« giletjaunisation »* du mouvement social, l'idée que pour obtenir des choses, il faut *« bordéliser un peu »*. Ce durcissement de la contestation s'est fait en parallèle d'un durcissement sans précédent du *« maintien de l'ordre »*. Mais la répression n'a pas d'effet univoque : elle peut provoquer un essoufflement de la contestation, en semant la peur, mais elle peut aussi créer un élan de solidarité, une indignation de l'opinion publique.

L'appel du 17 octobre est né et s'est développé sur les réseaux sociaux, sans organisation syndicale ou partisane ni « organisateur » identifié. Comment analysez-vous cette intrication réseaux/mouvements sociaux ?

Il ne s'agit pas d'une nouveauté. Cela fait deux décennies que Facebook est dans nos vies : au début des années 2010, les réseaux sociaux étaient déjà centraux lors des printemps arabes et des mouvements d'occupation des places. Ils jouent un rôle à deux niveaux, pour le déclenchement de ces mobilisations extra-institutionnelles, puis pour la coordination du mouvement. Ils permettent aussi une forme d'internationalisation des modes d'action, en connectant des contestataires d'Europe, du Népal, d'Inde, etc.

« Si l'on refuse que notre forêt soit rasée, on l'occupe ; si on veut des lycées rénovés, on les bloque »

Attention cependant, les réseaux sociaux ne se sont pas substitués au fait d'avoir des corps qui se retrouvent, se rassemblent, occupent. La mobilisation numérique doit trouver un prolongement physique.

Cette mobilisation intervient en plein mouvement lycéen et étudiant. Peut-on s'attendre à une convergence des luttes ?

On assiste à une superposition des crises et des contestations, avec en effet une possibilité de synchronisation et d'articulation entre ces luttes. On voit des jonctions se faire, entre lycées huppés des beaux quartiers parisiens et lycées des quartiers populaires, entre jeunes et Gilets jaunes, etc.

J'y vois une élévation de la conscience politique parmi les nouvelles générations. Ces étudiants et lycéens, dont on nous a rabâché qu'ils n'étaient que des crétins numériques, sont à l'avant-garde, loin devant nos générations en termes de conscience politique, sociale, écologiste. Ils réclament des choses justes et se mobilisent de manière plus efficace.



Manifestation du mouvement lycéen à Paris, le 13 octobre 2026.
© Bastien André / Hans Lucas / Hans Lucas via AFP

Faut-il parler de convergence ? Lié au mouvement altermondialiste des années 2000-2010, ce terme est aujourd'hui moins en vogue. Il véhicule l'idée d'un alignement assez vertical : tout le monde se met en ligne derrière un objectif commun, avec une forme de hiérarchisation des priorités.

Désormais, on parle plutôt de coalition arc-en-ciel, on pense en termes d'articulation, d'intersectionnalité. Il s'agit de construire des coopérations ponctuelles entre luttes qui soient efficaces. L'abandon du logiciel de la convergence va de pair avec la montée de nouveaux combats — sur l'adultisme, l'antispécisme, le validisme — qui obligent à penser un logiciel plus pluriel.

Cette « explosion » des colères (pompiers, fonctionnaires, lycéens, écologistes, etc.) intervient à six mois à peine de la présidentielle. Quelles pourraient être les incidences d'un tel mouvement sur l'élection ?

Je suis très étonné de voir de telles mobilisations à l'approche d'une échéance électorale. Ces périodes sont généralement plutôt marquées par une forme d'attentisme. D'ailleurs, la plupart des organisations syndicales restent dans une posture prudente ; pour le moment, elles ont lancé un prochain appel national pour le 5 novembre, ce qui est très lointain !

> « La droite et l'extrême droite sont en panique »

Ceci dit, ce n'est pas parce qu'on est à six mois d'un scrutin présidentiel que le gouvernement ne bougera pas. Tout est une question de rapport de force, en fonction du nombre de personnes dans les rues et du type d'actions menées.

Cela montre bien que les gens se mettent en mouvement sans attendre le sauveur suprême, ni les partis politiques, ni les syndicats. Ils ont conscience que les problèmes ne seront résolus que par l'action directe. Si l'on refuse que notre forêt soit rasée, on l'occupe ; si on veut des lycées rénovés, on les bloque.

Ensuite, si La France insoumise n'y est pour rien dans l'organisation du mouvement — ce n'est pas un parti de masse capable d'impulser ainsi des mouvements d'ampleur sur tout le territoire —, évidemment que cette mobilisation étudiante et lycéenne, et peut-être celle du 17 octobre, constitue du pain bénit pour Mélenchon, et pour la gauche en général.

Cela met au cœur du débat et de l'agenda la question des inégalités sociales et de la casse des services publics, qui sont au centre du programme insoumis. Ce n'est pas pour rien que la droite et l'extrême droite sont en panique. Ce mouvement social s'inscrit dans une dynamique plutôt positive pour la gauche, qui a élargi son socle électoral — elle est passée de 30 à 40 % d'intentions de vote, selon plusieurs enquêtes. Tout cela donne plutôt espoir.

Après cet article



Entretien — Libertés

« Cette génération est marquée au fer rouge par la violence d'État »